

Les banlieues, ces grandes oubliées de la campagne présidentielle



La Fondapol a organisé un débat sur la question des banlieues mercredi, « Nos banlieues, mieux les comprendre, pour mieux les aimer ». Les discussions se sont cristallisées autour des livres de Gilles Kepel, "Banlieue de la République" et "Quatre-vingt-treize".

Avec Atlantico.fr

Les émeutes survenues en 2005 dans les communes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil ont permis de focaliser de nouveau l'attention sur les banlieues en général, et le fonctionnement du processus d'intégration en particulier, remettant de fait en question le modèle républicain.

La crispation des Français autour des « quatre I »

Trois ans après l'accession au second tour de la présidentielle par Jean-Marie Le Pen, les émeutes de 2005 ont de nouveau renforcé la crispation des Français à l'égard de ce que Gilles Kepel identifie comme les « quatre i » : **immigration, Islam, identité nationale et insécurité.**

Elles ont également été le détonateur à la prise de conscience du malaise socio-économique français. A savoir, une concurrence internationale de plus en plus féroce, avec pour conséquence un chômage de masse chez les jeunes et un inévitable délitement du lien social.

[Discussion débat avec Gilles Kepel en... par fondapol](#)

La « solidarité communautaire » comme levier de mobilisation sociale

Autre révélateur des études conduites par Gilles Kepel : la place de plus en plus prépondérante occupée par l'Islam en banlieue (ici Clichy-sous-Bois et Montfermeil). Aux émeutes elles-mêmes correspond « une dimension islamique ». Autrement dit, **la « solidarité communautaire » aurait constitué un levier puissant dans le déclenchement des émeutes**, survenues dès lors en réaction à l'intervention musclée (gaz lacrymogène) des forces de l'ordre à la mosquée Bilal (30 octobre 2005).

L'Islam, par la diffusion d'un certain nombre de valeurs et de pratiques, entrave et facilite dans le même temps l'intégration aux normes de la société française. Par extension, la référence à l'Islam participe désormais de la caractérisation de l'agglomération, par le biais des logiques de « construction communautaire » inhérentes à celle-ci.

Sur le plan de la vie politique locale, le passage par différents lieux de cultes islamiques devient donc un passage obligé pour les candidats, qui ne peuvent faire l'impasse sur les électeurs musulmans.

La place occupée par l'Islam est donc passée de référent culturel à référent socioculturel, place qu'occupait auparavant le Parti communiste dans les communes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil. S'en suit inéluctablement la disparition des structures d'encadrement culturel, sportif et militant, qui conduit en partie à la faillite du système scolaire.

L'« apolitisation » comme conséquence inéluctable ?

L'observation des comportements électoraux montre qu'en banlieue en général et dans les villes précitées la participation électorale compte parmi les plus faibles : un inscrit sur les listes électorales pour deux habitants, et un maire élu en moyenne par un habitant sur dix.

Une tendance à l'abstentionnisme qui s'explique notamment par l'échec de la république en banlieue, et de fait la perte de croyance en cette dernière. **L'abandon du politique et de la République en banlieue est donc nécessairement compensé par le nouveau référent socioculturel : l'Islam.**